

Emploi : priorité aux étrangers et descendants d'étrangers

écrit par Christine Tasin | 20 février 2013



Le gouvernement persiste et signe : l'électorat à caresser dans le sens du poil est d'origine étrangère. Il faut donc continuer de compisser la préférence nationale, forcément fasciste et raciste et pratiquer la préférence étrangère, qui donne, forcément, bonne conscience et permet de se leurrer en imaginant qu'on achète la paix sociale dans les banlieues.

Le gouvernement offre ainsi gracieusement 5000 euros pour l'embauche d'un jeune issu d'une zone urbaine sensible : objectif, 2000 CDI réservés aux jeunes étrangers ou d'origine étrangère. Cela s'appelle de la discrimination, bien entendu, et si un chef d'entreprise réservait tous ses emplois à des jeunes d'origine française exclusivement il serait traîné en justice. Mais dans ce sens-là, aucun souci... non seulement la discrimination permettrait, selon François Lamy le ministre délégué à la ville d'éviter les discriminations, mais la discrimination devient même positive.

Point n'est besoin d'épiloguer, nos enfants, au chômage, devront, une fois de plus danser devant le buffet vide puisqu'à compétences et diplômes égaux les chefs d'entreprise

prendront non pas celui qui mérite d'être engagé mais celui qui lui rapportera l'équivalent d'un demi-smic par mois, et en ces temps de vache maigre ce n'est pas à négliger.

Bien entendu les racailles qui empêchent les Français d'origine de demeurer dans des quartiers où ils sont minoritaires gagnent sur tous les tableaux. Non seulement les logements et commerces qu'ils vendent en urgence pour se mettre à l'abri des agressions et dégradations sont à vendre à un coût si bas que les immigrés et leurs descendants peuvent devenir propriétaires pour une bouchée de pain (lire l'excellent [communiqué](#) du Parti de l'In-nocence qui témoigne d'un reportage cynique sur France 2), non seulement ils ont une paix royale pour leurs trafics, non seulement ils créent une communauté éloignée des traditions françaises, mais, en plus, ils ont obtenu que soient réservés aux membres de cette communauté tous les avantages de l'Etat...

Et le gouvernement court, se prosterne et paye, avec nos sous, pour organiser une société musulmane idéale qui réserve aux siens les meilleurs emplois et aux dhimmis les emplois dont les musulmans ne veulent pas...

Or, il se trouve que la discrimination positive fait déjà pas mal de dégâts avec tous ces musulmans qui veulent imposer leurs rites, alimentaires, notamment, à tous ceux qui, bien que d'origine musulmane ou immigrés, sont chrétiens ou athées, en attendant une généralisation à tous, comme en témoigne l'incident survenu dans une cantine parisienne que je vous raconterai demain...

Christine Tasin